

# 5/ Les secteurs d'activité

## INDUSTRIE

### ACTIVITÉ ET INVESTISSEMENT EN HAUSSE EN 2011 MAIS NET RALENTISSEMENT ATTENDU EN 2012

#### VIGOUREUX RATTRAPAGE DANS LES BIENS INTERMÉDIAIRES ET LES BIENS D'ÉQUIPEMENT MAIS LA DÉCÉLÉRATION A DÉMARRÉ

L'activité des PMI a poursuivi au second semestre le redressement engagé début 2010.

**Agroalimentaire :** le chiffre d'affaires est estimé en hausse de + 4,8 % en moyenne sur l'année, contre + 3,4 % en 2010. Les carnets de commandes ont continué de se dégarnir un peu plus depuis le mois de mai, avec un indicateur courant<sup>(6)</sup> à - 3 en hausse de 5 points. La demande devrait rester ferme à court terme, avec un indicateur d'évolution des commandes à six mois à + 12. Les prévisions d'activité en 2012 sont optimistes, l'indicateur avancé culminant à + 33.

**Biens intermédiaires :** la croissance annoncée du CA en 2011 ressort à + 9,0 % en moyenne, après + 7,2 % en 2010. Toutefois, les carnets de commandes se sont récemment dégonflés, avec un indicateur à - 4, au lieu de + 12 en mai. La baisse de la demande devrait se poursuivre, l'indicateur avancé ayant chuté de 37 points en six mois, à - 20. En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont médiocres, avec un indicateur prévisionnel à + 8, contre + 44 fin 2010.

**Biens d'équipement :** la progression annuelle du CA est évaluée à + 8,2 % en moyenne, soit près du double de l'année précédente (+ 4,6 %). La demande s'est bien maintenue jusqu'à la fin de l'année, l'indicateur des carnets de commandes récents demeurant positif à + 4. Cependant, l'indicateur prévisionnel des commandes est négatif pour la première fois depuis la mi-2009, à - 13. C'est pourquoi la progression de l'activité devrait nettement ralentir en 2012, avec un indicateur avancé de l'activité en recul de 24 points en douze mois, à + 13.

**Biens de consommation :** la hausse de l'activité a été réduite de moitié en 2011, à + 2,9 %. L'indicateur des commandes en portefeuille a perdu 10 points par rapport à mai, à - 17, et les perspectives d'évolution de la demande sont très mitigées, avec un indicateur avancé des commandes à - 6. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 restent toutefois positives, l'indicateur prévisionnel de l'activité ressortant à + 13.

#### LES PMI TRÈS EXPORTATRICES<sup>(7)</sup> RÉSISTENT MIEUX AU FLÉCHISSEMENT DE LA DEMANDE

Les PMI qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation déclarent une progression de leur CA de + 11,6 % en moyenne en 2011, soit un peu plus que les "moyennement exportatrices" (+ 8,0 %) et près du double des "non exportatrices" (+ 6,2 %). Surtout, elles s'attendent à une quasi-stabilité des commandes dans les mois à venir, avec un indicateur avancé à - 1, contrairement aux autres qui anticipent une sensible diminution de la demande à court terme. En conséquence, les PMI "très exportatrices" demeurent nettement plus optimistes sur l'évolution de leur activité en 2012, avec un indicateur prévisionnel de l'activité largement positif à + 27.

#### INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions  
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2012	
	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
"fortement exportatrices" (16 %)	- 1	+ 27	+ 11	
"moyennement exportatrices" (20 %)	- 18	+ 13	+ 11	
"non exportatrices" (64 %)	- 13	+ 6		
"innovantes" (51 %)	- 8	+ 20	+ 11	
"non innovantes" (49 %)	- 17	+ 1		

#### MÊME CONSTAT POUR LES PMI INNOVANTES<sup>(8)</sup>

La moitié des PMI sont "innovantes" et font état d'une progression de + 9,1 % de leur CA en 2011, contre + 5,8 % pour les "non innovantes". L'indicateur avancé de leurs carnets de commandes ressort respectivement à - 8 et - 17. Les "innovantes" restent assez optimistes sur le maintien d'une certaine croissance de leur activité en 2012, avec un indicateur avancé à + 20, tandis que les secondes s'attendent à une stagnation, leur indicateur prévisionnel d'activité s'établissant à + 1 seulement.

[6] Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[7] Cf. définition en annexe p. 22.

[8] Cf. définition en annexe p. 22.

## LES PMI ONT SENSIBLEMENT ACCRU LEURS INVESTISSEMENTS EN 2011 MAIS LE RALENTISSEMENT EST AMORCÉ

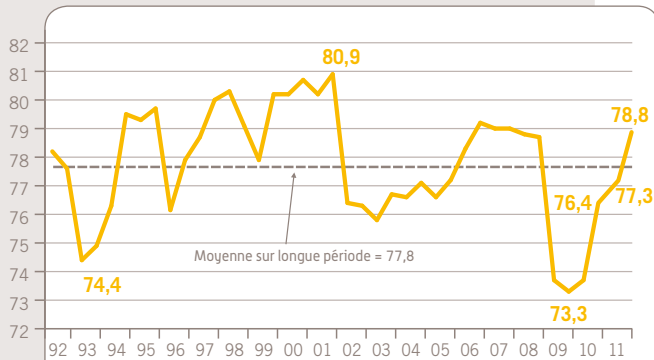
L'indicateur courant du volume d'investissement a progressé de 14 points en 2011, à + 9 en fin d'année.

Cet indicateur est significativement plus élevé dans les PMI des biens intermédiaires (+ 20) et inférieur dans celles de l'agroalimentaire (- 24).

Ce récent rebond de l'investissement est conforme à la poursuite de la remontée du taux d'utilisation des capacités de production : à 78,8 % en novembre, il se situe nettement au-dessus de la moyenne de long terme.

### TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Les entreprises exportatrices et innovantes ont plus investi en 2011 que les autres, tant en fréquence qu'en volume. Il en va de même pour leurs intentions d'investissement en 2012 : les deux tiers d'entre elles prévoient d'investir contre moins de la moitié chez les "non exportatrices" et chez les "non innovantes".

Cependant, la proportion de PMI envisageant d'investir en 2012 est globalement plus faible que celle observée fin 2010 pour 2011. De même, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement est en net retrait sur un an, ceci dans tous les secteurs d'activité excepté celui de l'agroalimentaire.

### PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2012

	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR [RAPPEL NOV. 2010]	INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT [RAPPEL NOV. 2010]
Agroalimentaire	56 % (60 %) ↘	+ 22 (+ 16) ↗
Biens intermédiaires	58 % (63 %) ↘	+ 14 (+ 30) ↘
Biens d'équipement	57 % (54 %) ↗	+ 20 (+ 24) ↘
Biens de consommation	45 % (55 %) ↘	+ 11 (+ 20) ↘
<b>Ensemble industrie</b>	<b>56 % (59%) ↘</b>	<b>+ 16 (+ 26) ↘</b>

Source : OSEO

Lecture : 56 % des PMI prévoient en novembre 2011 de faire des investissements en 2012. En termes de volume d'investissement, 28 % pensent investir plus qu'en 2011 et 12 % moins, ce qui donne un indicateur avancé en solde d'opinion de + 16, inférieur de 10 points à celui de novembre 2010 (+ 26).

### L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS DEVRAIT SE POURSUIVRE EN 2012 MAIS À UN RYTHME MOINS RAPIDE

Fin 2011, l'indicateur courant d'emploi des PMI culmine à + 19 ; c'est un record sectoriel ! Les effectifs sont annoncés en hausse dans toutes les branches, un peu plus dans l'agroalimentaire (indicateur courant à + 24), les biens intermédiaires (+ 23) et les biens d'équipement (+ 17) que dans les biens de consommation (+ 10).

Les augmentations d'effectifs ont été plus importantes chez les PMI exportatrices (indicateur courant à + 27) que chez celles qui n'exportent pas (+ 16). De même, les créations de postes en 2011 ont été plus nombreuses chez les PMI innovantes (indicateur à + 23) que chez les non innovantes (+ 16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2012 sont toujours positives mais en nette décélération, avec un indicateur avancé à + 12, contre + 22 fin 2010. Il n'y a pas de véritable différence selon la branche d'activité. En revanche, les prévisions d'embauche sont supérieures chez les PMI exportatrices (indicateur avancé à + 17) et chez celles qui innovent (+ 15).

## CONSTRUCTION

### DES PERSPECTIVES MAUSSADES POUR 2012

#### **CROISSANCE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ EN 2011 MAIS RALENTISSEMENT ATTENDU À COURT TERME**

Dans le **bâtiment**, la progression du CA est estimée à + 3,0 % en moyenne, après + 1,0 % en 2010. Les carnets de commandes sont restés assez stables tout au long de l'année écoulée, avec un indicateur courant à - 6 en novembre, contre - 4 fin 2010. Cependant, les chantiers à venir sont prévus en net recul, l'indicateur prévisionnel chutant de 35 points en six mois, à - 23. En fin de compte, les PME du bâtiment anticipent un sensible recul de leur activité en 2012, l'indicateur prévisionnel de l'activité s'affichant à - 14, au lieu de - 7 fin 2010.

La situation est très comparable dans les **travaux publics**. Le chiffre d'affaires de 2011 est évalué en hausse de + 2,7 % en moyenne, contre - 2,0 % en 2010. Les carnets de commandes se sont bien étoffés en 2011, l'indicateur courant ayant gagné 22 points en douze mois, à - 10. Les marchés pourraient être moins nombreux en 2012, l'indicateur prévisionnel de la demande ressortant à - 22, après + 2 en mai et - 22 fin 2010. En conséquence, l'indicateur avancé de l'activité fin 2011 est négatif, à - 16, à comparer à - 19 fin 2010.

#### **LES EFFECTIFS ONT PEU ÉVOLUÉ EN 2011 ET DEVRAIENT RESTER STABLES EN 2012**

L'an dernier, selon les déclarations des dirigeants, les PME du bâtiment ont un peu accru le niveau de leur main-d'œuvre, l'indicateur courant de l'emploi terminant l'année à + 7. En revanche, aucune hausse n'est prévue en 2012, d'après l'indicateur avancé qui est nul.

De même, l'emploi a été pratiquement stable en 2011 dans la branche des TP, avec un indicateur courant à - 3, et un simple maintien des effectifs est annoncé pour 2012.

#### **EN 2011, LA SITUATION FINANCIÈRE S'EST UN PEU AMÉLIORÉE MAIS UNE DÉGRADATION EST ANTICIPÉE À COURT TERME**

L'état de la trésorerie est demeuré assez tendu dans le bâtiment au cours des six derniers mois : 40 % des entreprises font part de difficultés en novembre, contre 39 % en mai précédent. Les anticipations d'évolution à court terme sont négatives, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 14, à comparer à + 3 en mai et - 5 fin 2010.

Dans les travaux publics, la situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 38 % des entreprises, en hausse de 3 points par rapport à mai 2011, mais en diminution de 6 points sur un an. Les PME de la branche s'attendent à une augmentation des tensions dans les mois à venir, l'indicateur avancé de la trésorerie étant négatif à - 15.

La rentabilité récente est nettement mieux jugée que fin 2010, l'indicateur en solde d'opinion progressant de 7 points dans le bâtiment, à - 10, et de 19 points dans les travaux publics, à - 10 également. En revanche, du fait des craintes de net ralentissement de l'activité en 2012, les anticipations des résultats du prochain exercice sont assez sombres, l'indicateur de la rentabilité future ressortant à - 14 dans le bâtiment [+ 8 fin 2010 pour 2011] et à - 23 dans les travaux publics [au lieu de - 6 fin 2010].

## COMMERCE

### L'ACTIVITÉ DÉCÉLÈRE DANS LE COMMERCE DE GROS, STAGNE DANS CELUI DE DÉTAIL ET S'EFFRITE DANS LE COMMERCE AUTOMOBILE

#### COMMERCE DE GROS : LE RÉCENT RALENTISSEMENT DES AFFAIRES FAIT CRAINDRE DES TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES

Les PME du secteur estiment la croissance de leur chiffre d'affaires à + 5,8 % en moyenne en 2011, pratiquement comme en 2010 (+ 5,6 %). Cependant, l'activité esquisse une décélération, le carnet de commandes actuel étant jugé faible, avec un indicateur courant à - 11, contre + 4 en mai. Surtout, la demande est attendue en baisse, l'indicateur prévisionnel d'évolution des carnets de commandes perdant 27 points en six mois, à - 8. C'est la première fois qu'il est négatif depuis la mi-2009. En toute logique, l'indicateur avancé de l'activité fin 2011 est assez faible, à + 13, à comparer à + 35 fin 2010.

Les effectifs ont sensiblement progressé tout au long de l'année écoulée, mais un peu moins vivement au second semestre qu'au premier, l'indicateur courant de l'emploi étant revenu de + 20 en mai 2011 à + 14 en novembre. Les intentions d'embauche en 2012 sont modérées, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 11.

En novembre, 31 % des PME de la branche mentionnent des tensions sur leur trésorerie au cours des six derniers mois, soit 9 points de plus qu'en mai. De plus, les entreprises anticipent un nouveau durcissement à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant négatif à - 8, contre + 7 en mai précédent.

Les résultats de l'exercice 2011 sont jugés corrects, avec un indicateur de la rentabilité courante à + 6 en novembre, tout comme fin 2010. Un simple maintien est attendu en 2012, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité étant nul.

#### COMMERCE DE DÉTAIL : LA STAGNATION DES VENTES REND LA SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE

La croissance du CA 2011 est évaluée à + 1,3 % en moyenne, ce qui est inférieur à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Les anticipations pour 2012 sont maussades, l'indicateur avancé de l'activité étant légèrement négatif, à - 3, au lieu de + 5 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs ont été quasi stables en 2011, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à - 3, après - 4 fin 2010. Cependant, ils pourraient être significativement réduits en 2012, l'indicateur avancé de l'emploi étant en baisse à - 7, contre - 2 fin 2010.

Les tensions sur les trésoreries qui s'étaient nettement atténuées de la mi-2010 à la mi-2011 sont à nouveau en vive progression, citées par 43 % des entreprises (+ 7 points). La situation de trésorerie devrait se durcir un peu plus dans les tout prochains mois au vu de l'indicateur prévisionnel, tombé à - 22 en novembre contre - 7 en mai précédent.

La rentabilité actuelle est de nouveau considérée très médiocre, avec un indicateur courant à - 14, au lieu de - 2 en moyenne, tous secteurs d'activité confondus. Les résultats sont attendus en légère diminution en 2011, l'indicateur avancé ressortant à - 9, contre - 7 fin 2010.

#### COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : DE FORTES INQUIÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ EN 2012 ET LA FRAGILISATION DE LA SANTÉ FINANCIÈRE

Le chiffre d'affaires a en moyenne reculé de - 1,0 % en 2011, après la progression de + 3,5 % enregistrée l'année précédente. Les prévisions de commandes nouvelles sont faibles, avec un indicateur prévisionnel à - 32, après - 10 en mai et + 5 fin 2010. Dans ce contexte, un fort ralentissement de l'activité est prévu en 2012, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à - 26, soit le plus faible niveau de toutes les branches d'activité.

Les PME du commerce et de la réparation automobile ont stabilisé leurs effectifs en 2011 (indicateur courant à + 3), après les avoir fortement comprimés au cours des deux années précédentes. Quelques suppressions de postes pourraient cependant avoir lieu en 2012, l'indicateur prévisionnel d'emploi étant légèrement négatif à - 3.

Les difficultés de trésorerie se sont accrues au second semestre, mentionnées par 37 % des entreprises contre 30 % au semestre précédent. De plus, un net durcissement est attendu à court terme, l'indicateur avancé de la trésorerie plongeant en six mois de 27 points à - 30.

Conséquence du ralentissement de l'activité, la rentabilité de l'entreprise est toujours jugée aussi insuffisante, l'indicateur courant s'établissant à - 23, contre - 22 fin 2010. Les résultats de 2012 sont anticipés en sensible recul selon l'indicateur avancé de la rentabilité, qui est à - 25.

## TRANSPORTS

### UNE ANNÉE 2011 ASSEZ SATISFAISANTE

#### ACTIVITÉ ET EMPLOI ONT BIEN PROGRESSÉ EN 2011

La bonne tenue des affaires dans l'industrie et le commerce de gros jusqu'à la fin de 2011 a favorisé l'activité des PME des transports, dont le CA est estimé en hausse de + 6,3 % en moyenne, soit le double de l'année précédente. Les anticipations pour 2012 sont plutôt optimistes, l'indicateur prévisionnel qui culmine à + 16 est le meilleur de tous les secteurs d'activité.

Dans ce contexte encore porteur, les entreprises des transports ont augmenté leurs effectifs en 2011, l'indicateur courant de l'emploi étant largement positif à + 12. Les embauches devraient se poursuivre en 2012, à un rythme cependant plus modéré, avec un indicateur prévisionnel qui s'établit à + 6.

#### LA SITUATION FINANCIÈRE S'EST QUELQUE PEU AMÉLIORÉE

Les trésoreries sont restées assez tendues au second semestre, avec 38 % de citations, mais un peu moins qu'au premier semestre où 42 % des entreprises mentionnaient des difficultés de trésorerie. Un nouveau durcissement est toutefois pressenti pour les premiers mois de 2012, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 13 en novembre, contre + 6 en mai.

La rentabilité est un peu mieux jugée que précédemment, l'indicateur courant étant remonté de - 19 à - 12 en un an. En revanche, une certaine crainte se fait jour pour les résultats de 2012, l'indicateur prévisionnel étant légèrement négatif, à - 5.

#### LES INVESTISSEMENTS SONT EN HAUSSE MAIS DEVRAIENT BIENTÔT RALENTIR

Pour faire face au développement de leur activité, les PME des transports ont accru leurs investissements en 2011, avec un indicateur courant du volume d'investissement à + 11, le meilleur de toutes les branches d'activité après celui des entreprises productrices de biens intermédiaires. Cependant, le rythme des investissements pourrait ralentir en 2012, l'indicateur avancé à + 8 étant inférieur de 3 points à celui de fin 2010 et de 6 points à l'indicateur avancé de l'ensemble des PME pour l'année qui démarre (+ 14).

## TOURISME

### UN GRAND ATTENTISME POUR 2012

#### L'ACTIVITÉ A PIÉTINÉ EN 2011

L'activité s'est maintenue à son niveau de 2010, avec une augmentation du chiffre d'affaires estimée à + 2,1 % en moyenne, très voisine du taux de l'inflation. Les prévisions d'évolution de l'activité en 2012 sont très mitigées, avec un indicateur avancé à + 2 seulement, contre + 5 tous secteurs confondus.

#### LA CROISSANCE DES EFFECTIFS S'EST ESSOUFLÉE

Les créations de postes ont ralenti en 2011, avec un indicateur courant de l'emploi à + 3, contre + 11 fin 2010. Les effectifs pourraient être légèrement comprimés en 2012, l'indicateur avancé étant négatif pour la première fois depuis 2008, à - 4.

#### UNE SITUATION FINANCIÈRE ENCORE RELATIVEMENT FAVORABLE

Les problèmes de trésorerie sont nettement moins fréquents que dans les autres secteurs d'activité : 21 % seulement des entreprises mentionnent des difficultés au second semestre, contre une moyenne de 32 % pour l'ensemble des PME. Toutefois, la situation pourrait se détériorer rapidement, l'indicateur avancé de la trésorerie étant très négatif à - 21, contre - 13 fin 2010.

La rentabilité actuelle est jugée assez satisfaisante, l'indicateur courant à + 7 restant le meilleur parmi tous les secteurs d'activité, avec 8 points au-dessus de la moyenne. En revanche, les dirigeants de l'hôtellerie-restauration craignent une réelle dégradation en 2012, l'indicateur prévisionnel étant franchement négatif, à - 9.

#### DES INVESTISSEMENTS EN VOIE DE RALENTISSEMENT

Les PME du tourisme ont été plus nombreuses à investir en 2011, soit 65 % contre 58 % l'année précédente. En revanche, le volume des dépenses est annoncé légèrement inférieur en moyenne, l'indicateur courant d'investissement étant négatif à - 6. Par ailleurs, 54 % seulement des entreprises du secteur envisagent d'investir en 2012. En novembre, l'indicateur avancé de l'investissement ressort à + 13, en recul de 7 points par rapport à fin 2010.

## SERVICES

### SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES SONT CONFIANTES POUR 2012

#### SERVICES AUX ENTREPRISES : ACTIVITÉ ET EMPLOI VONT CONTINUER À CROÎTRE EN 2012 CHEZ LES "INNOVANTES"

Les PME des services aux entreprises<sup>(9)</sup> dans leur ensemble estiment à + 4,8 % en moyenne la progression de leur CA en 2011, après + 3,6 % en 2010. La croissance est trois fois supérieure chez les entreprises "innovantes"<sup>(10)</sup> (+ 7,8 %) à celle des "non innovantes" (+ 2,7 %). Les premières anticipent une poursuite soutenue du développement des affaires en 2012, avec un indicateur avancé de l'activité à + 32, tandis que les secondes prévoient un léger recul, avec un indicateur prévisionnel négatif à - 3.

Les entreprises innovantes du secteur ont accentué le rythme des embauches en 2011, leur indicateur courant de l'emploi culminant à + 28, contre + 11 pour les entreprises "non innovantes". De même, les intentions d'embauche en 2012 sont nettement supérieures chez les "innovantes" (indicateur avancé à + 31) que chez celles qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années (+ 6).

Des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois sont signalées par 30 % des PME des services aux entreprises, qu'elles soient innovantes ou non. Les deux catégories d'entreprises s'attendent à un net durcissement de la situation de trésorerie début 2012, un peu plus marqué chez les "non innovantes", avec un indicateur avancé de la trésorerie à - 14, que chez les "innovantes", où l'indicateur prévisionnel ressort à - 9.

Le jugement sur les performances financières actuelles de l'entreprise est un peu meilleur chez les "non innovantes", avec un indicateur à + 4, que chez celles classées "innovantes", dont l'indicateur est nul. En revanche, ces dernières sont nettement plus optimistes sur l'évolution de leurs résultats en 2012 (indicateur prévisionnel à + 10) que les premières (indicateur avancé de la rentabilité à - 7).

#### LES SERVICES AUX PARTICULIERS<sup>(11)</sup> PÂTISSENT DU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

L'activité est en cours de décélération, la croissance moyenne du CA étant revenue de + 3,8 % en 2010 à + 2,3 % en 2011, c'est-à-dire tout juste au niveau de l'inflation. De plus, les anticipations pour 2012 sont très modérées, avec un indicateur avancé de l'activité à + 10, au lieu de + 19 fin 2010 pour 2011.

Conséquence de l'atonie de l'activité, les recrutements ont ralenti : l'indicateur courant de l'emploi a perdu 7 points en un an, à + 5, soit bien en dessous de la moyenne des PME (+ 13). En 2012, les créations de postes devraient se maintenir à ce faible rythme, l'indicateur avancé d'emploi s'établissant à + 6, contre + 10 fin 2010.

Les tensions sur les trésoreries sont proches de la moyenne, avec 35 % de citations en novembre, tout comme en mai. Cependant, un net durcissement à court terme est anticipé, l'indicateur prévisionnel d'évolution de la trésorerie ayant perdu 16 points en six mois, à - 18.

La rentabilité actuelle est jugée plutôt insuffisante et en léger recul, l'indicateur courant ayant diminué de 3 points en douze mois, à - 7, *versus* - 2 pour l'ensemble de PME. Les résultats de l'exercice 2012 sont quant à eux attendus également en faible diminution, avec un indicateur avancé de la rentabilité à - 3, à comparer à - 4 tous secteurs d'activité confondus.

[9] Principaux services aux entreprises : Location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[10] 41 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 59% "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22.

[11] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).